

De l'idéal à l'idéologie et de l'idéologie au meurtre : l'"affaire" Reiss dans les archives vaudoises

Autor(en): **Cantini, Claude**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **13 (1997)**

PDF erstellt am: **25.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-540755>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

DE L'IDÉAL À L'IDÉOLOGIE ET DE L'IDÉOLOGIE AU MEURTRE : L'«AFFAIRE» REISS DANS LES ARCHIVES VAUDOISES

Claude CANTINI

« Durant la nuit du 4 au 5 septembre 1937, il a été trouvé sur la voie publique à Lausanne, le cadavre de probablement Eberhardt Hermann, commerçant, né le 1^{er} mars 1899 à Opava Troppau, domicilié à Chmutov Komatan, porteur d'un passeport tchèque délivré le 7 novembre 1933. Il s'agit d'un meurtre (huit coups de feu dans la tête et la poitrine tirés d'une arme automatique). Eberhardt est arrivé à l'Hôtel Continental à Lausanne le 4 septembre 1937. »¹

C'est ainsi que débute le dossier d'une laborieuse enquête dirigée par le chef de la Sûreté vaudoise Robert Jaquillard.

Il a été assez vite établi qu'une voiture automobile de marque Chevrolet immatriculée BE 20662 s'était enfuie de l'endroit où a été trouvé le cadavre. Elle a été louée au Garage du Casino le 30 août 1937 par une certaine Renata Steiner. Le véhicule a été retrouvé le 6 septembre à la Place Cornavin de Genève, portant « *des traces de sang à l'intérieur, des éraflures à l'extérieur* ». En outre, « *la police genevoise a retrouvé quatre douilles et une matraque* »².

La publication par la presse de sa photo et le témoignage de sa femme permettent d'établir que la victime « *n'est pas un ressortissant tchécoslovaque – les autorités de police de ce pays ont fait savoir d'ailleurs que son passeport était faux [...]. Il paraît bien s'agir d'une exécution ayant un caractère politique* »³. De plus, il apparaît que « *l'attentat a été minutieusement préparé hors de Suisse* »⁴. Une dizaine de personnes au moins ont trempé dans cette triste affaire pendant sa phase préparatoire parisienne, et cinq ont été identifiées.

1. Archives de la Police de Sûreté du Canton de Vaud (ci-après APS), dossier n° 50226 (« Assassinat Reiss Ignace. Chamblandes, 4.IX.1937 »), pièce 1. Le dossier comprend sept fascicules pour un total de 1121 pièces. Le crime a eu lieu à Pully, au boulevard de Chamblandes, actuelle avenue Général-Guisan, à la hauteur de la villa « Casa Mia ». C'est Max Duvoisin, un habitant du lieu rentrant chez lui, qui a découvert le cadavre vers 23 heures de ce samedi. On retrouvera aussi un chargeur pour pistolet automatique « Walther » contenant encore six cartouches à l'avenue de Montchoisi à Lausanne; ainsi qu'une culasse mobile pour le même type d'arme et un pistolet « Walther » 7,65 sans culasse à deux endroits du boulevard de Chamblandes.

2. APS, *loc.cit.*, pièce 27.

3. APS, *loc.cit.*, pièce 30.

4. APS, *loc.cit.*, pièce 69. *La Revue* (Lausanne, 4 mars 1939) croit même savoir que « *la mort de Reiss fut décidée dans le pavillon hollandais de l'Exposition internationale de Paris, sur l'ordre d'un agent bolcheviste venu de Berlin* ».

L'organisation de cet assassinat décidé par les Soviétiques aurait coûté quelque 350 000 francs français. Quant à la victime, il s'agit en réalité d'Ignace Reiss⁵.

Le 6 septembre, un mandat d'arrêt international a été lancé par le juge d'instruction Robert Subilia contre Gertrude Schildbach (qui avait rendez-vous le 4 septembre avec Reiss) et François Rossi: ils ont tous les deux séjourné à l'Hôtel de la Paix à Lausanne où ils ont laissé leurs bagages et une note impayée de 80 francs suite à un départ précipité. Deux jours plus tard, Renata Steiner, arrêtée à Berne, a reconnu avoir loué la voiture pour le compte de Rossi.

Reiss avait rejoint sa femme et son fils à Finhaut, en Valais, le 18 juillet 1937. La famille, qui se faisait appeler Brandt, s'est déplacée à Territet début septembre. Gertrude Schildbach avait donné rendez-vous à la victime sous prétexte de lui faire rencontrer deux opposants à Staline. Reiss avait accepté d'autant plus volontiers qu'il devait de toute manière se rendre dans la capitale vaudoise pour y prendre le train de Paris (il avait rendez-vous à Reims avec Victor Serge et Hendrieus Sneevliet). Après un repas pris à Ouchy, Gertrude a accompagné Reiss vers la voiture louée par Renata; l'attendaient à l'intérieur du véhicule le chauffeur, François Rossi, et l'exécuteur, Charles Martignat.

Il est à noter que les besoins de l'enquête ont obligé la police vaudoise à correspondre avec les polices de très nombreux pays: Tchécoslovaquie, France, Allemagne, Pologne, Italie, Grande-Bretagne, Autriche, Hollande, Hongrie, Espagne, Portugal, Norvège, Mexique, Cuba, Canada et Etats-Unis.

Le 30 mars 1938 est intervenue l'inculpation formelle de Gertrude Schildbach, Roland Abbiate (vrai nom de François Rossi) et Charles-Etienne Martignat, mais tous trois, en fuite en France, sont restés introuvables. Pour la justice vaudoise, l'instruction s'est close en novembre 1938 et seule Renata Steiner a fini par être condamnée en mai 1939 – avec Hellen Hesse, autre surveillante et courrier⁶. Elles ont écopé respectivement de huit et deux mois d'emprisonnement pour « *service de récolte et de transport d'informations politiques concernant des personnes habitant la Suisse et dans l'intérêt de l'étranger* ». Dans les considérants, il a été précisé « *que leurs agissements sont en rapport avec une paresse et une immoralité inexcusables* »⁷. La presse a pu parler à juste titre de « *laissées pour compte* »

5. Les circonstances de sa mort ont déjà été évoquées à partir d'archives disponibles hors de Suisse: voir la bibliographie proposée à la fin de cet article. Elles sont reprises ici sur la base de documents d'archives vaudois.

6. Hellen Hesse-Guggenbuhl, divorcée, née à Porto Rico en 1909, bourgeoise de Bâle-Ville, domiciliée à Zurich. D'après le Procureur général vaudois Pierre Boven, elle aurait été la maîtresse de Reiss lors de ses séjours zurichois. De plus, « *Mme Hélène Hesse a été la maîtresse du médecin en chef des troupes d'aviation, M. Meier. Elle a pu s'approprier ainsi un document, d'ailleurs sans grande importance, qui était destiné aux commandants de corps et aux commandants de division* » (*Documents diplomatiques suisses*, vol. 12, Berne, 1994, p. 260).

7. Peter Huber, « *Der Mord an Ignaz Reiss 1937 bei Lausanne: ein Beispiel für Stalins Sauberungen im Ausland* », *Revue suisse d'histoire*, 1990, p. 407.

et de « *fable de la montagne qui accouche d'une souris* »⁸, voire d'« *un à-côté du crime de Chamblandes* »⁹. Ce n'est qu'en février 1943 que Charles Martignat, recherché en vain depuis 1937, a été condamné par contumace à la peine de mort par la Cour d'assises de la Seine suite à une procédure entamée en 1942.

Les acteurs du crime

1) Charles-Etienne Martignat est né en 1900. Après avoir été employé d'hôtel, il a travaillé comme manœuvre chauffagiste à l'usine à gaz de Clichy. Il pourrait avoir trouvé refuge au Mexique.

2) François Rossi (en réalité Roland Jacques Claude Abbiate) est un Monégasque né à Londres en 1905. Tour à tour hôtelier¹⁰, instituteur ou commerçant, cet agent du Guépéou (polyglotte) a déjà exercé ses dons aux Indes, en Angleterre, au Mexique, à Cuba, aux Etats-Unis et en France. Après son retour dans ce dernier pays, il pourrait également s'être réfugié au Mexique.

3) Gertrude Schildbach est née en 1894 à Strasbourg (allemande à cette époque). Reiss l'a connue en Allemagne alors qu'elle était étudiante et membre du Kommunistische Partei Deutschlands (KPD); elle portait alors son vrai nom de Gertrude Mengelbauer. Elle a quitté l'Allemagne en 1934 et s'est réfugiée à Paris¹¹. Après un court séjour à Moscou (1936), elle est revenue dans la capitale française, puis partie pour Rome à la disposition du responsable local du service de renseignements soviétique. Gertrude Schildbach est arrivée de Rome à Lausanne par le train, le 2 septembre 1937. Elle est ensuite passée en France avant de se réfugier en Espagne où elle a disparu.

La veuve d'Ignace Reiss a écrit beaucoup plus tard à son sujet des lignes qui sont émouvantes parce qu'elles sont dépourvues de haine :

« Ils utilisèrent sans aucun doute tous les moyens possibles de coercition contre Schildbach avant de la forcer à jouer le rôle qu'elle joua dans le meurtre. Ils durent la terroriser, la séquestrer, la torturer et finalement un de leurs tueurs professionnels dut jouer la comédie de l'amour à cette femme âgée, laide et solitaire. Tout fut utilisé pour pousser cette femme, qui devait

8. *Le Curieux*, Neuchâtel, 11 mars 1939.

9. *Feuille d'Avis de Lausanne*, 4 mars 1939.

10. Il a en tout cas « *tenu à Belgrade un estaminet, dont il fit un centre d'espionnage. Sa maîtresse était alors Mlle Marguerite Plank, employée à la Légation suisse à Belgrade. Celle-ci était une ancienne malade de M. le conseiller national [socialiste Ernest] Gloor, médecin à Renens, auquel elle rendit visite en compagnie d'Abbiate. Devenue la maîtresse de M. Gloor, elle fit intervenir celui-ci à Berne, avec succès d'ailleurs, afin d'être transférée de Belgrade à Londres [...]. Le père a été condamné à Genève pour espionnage. M. Boven ne peut se rappeler si celle-ci l'a été également. Il incline à le croire* » – lit-on dans le volume déjà cité des *Documents diplomatiques suisses* (p. 260).

11. Indications tirées de René Dazy, *Fusillez ces chiens enragés ! Le génocide des trotskistes*, Paris, 1981, p. 144.

tant à Ludwig et nous était très attachée, à le livrer à ses assassins [...]. Lorsque l'arrivée des nazis au pouvoir la contraignit à quitter l'Allemagne et à se fixer à Paris, elle était juive et membre du PC allemand, [Ludwig] fit appel à elle de temps à autre. [...] Elle l'adorait, d'ailleurs, et s'était beaucoup attachée à moi et à mon fils. [...] La dépression la guettait alors. Deux fois, à ce qu'elle me dit, elle avait tenté de se suicider. »¹²

4) Renata Steiner, originaire de Zurich et Lenzbourg, est née en 1908 à Saint-Gall. Son père était pharmacien. Après des études d'institutrice, elle a enseigné pendant un certain temps dans une école italienne de Zurich. Elle a aussi travaillé comme apprentie jardinière et domestique à Berne. « *Un de ses employeurs au moins la considère comme malade mentalement* »¹³. Renata Steiner a encore habité Paris à partir de 1934 et s'y est fait passer pour étudiante: elle y a en réalité travaillé comme nurse, voire comme femme de ménage. A la suite d'un voyage touristique à Moscou en 1935, elle a « *demandé à y retourner pour y travailler. Les fonctionnaires de l'ambassade soviétique l'aiguillèrent sur "l'Association pour le rapatriement des Russes à l'étranger", 5 rue de Buci [...]. Renata Steiner y fut "prise en main" par un des permanents de l'association, Serge Effron (mari de la poétesse Sviétlaïeva, alors déportée, il n'est pas interdit de penser qu'il commit sa triste besogne pour sauver sa femme).* »¹⁴ Après une période d'observation, Renata Steiner prétend avoir été engagée pour des « *missions* » de surveillance et de renseignements « *dirigées uniquement contre les ennemis du régime russe actuel* »¹⁵. Son salaire mensuel était alors de 850 francs français, frais non compris. C'est à ce titre qu'elle a réceptionné à Lausanne – en compagnie de Rossi et avec la voiture qu'elle venait de louer – Gertrude Schildbach qui arrivait de Rome, ainsi que Martignat qui venait de Paris. Après le crime, elle rentra à Berne où elle attendit en vain l'arrivée de Rossi. Elle se fit ensuite cueillir par la police parce qu'elle avait imprudemment loué la voiture sous son nom.

La victime

Une première information en provenance de la police politique de Varsovie¹⁶ est parvenue par télégraphe à Lausanne le 8 septembre:

« Reiss Ignacy, fils de Saul et de Mina, né à Podwoczyska, district de Skalat, le 1^{er} janvier 1899, israélite, étudiant en droit, résidait en 1923 à Lwów.

12. Elisabeth Poretski, *Les Nôtres*, Paris, 1985, pp. 246-247. « *Ludwig* » est évidemment Ignace Reiss lui-même.

13. APS, loc.cit., pièce 29. Elle a été effectivement soignée à la clinique psychiatrique Hohenegg à Meilen (Zurich) en 1931.

14. René Dazy, *op. cit.*, p. 145. L'Association pour le rapatriement des Russes à l'étranger était la couverture d'une officine de recrutement d'agents du NKVD.

15. APS, loc.cit., pièce 79.

16. Chien de garde « *d'un régime qui considérerait tout juif comme un communiste et vice-versa* » (Elisabeth Poretski, *op. cit.*, p. 20).

L'intéressé est noté dans nos casiers comme ayant été arrêté à Lwów le 22 janvier 1923 pour activité contre l'Etat.»¹⁷

De son côté, la presse hongroise – dont les allégations sont communiquées par la Légation de Suisse à Berlin – a prétendu que Reiss aurait été, sous le nom d'Armin Seiden, l'adjoint de Bela Kun, le chef de l'armée rouge de Hongrie. Après la chute de ce dernier, il se serait enfui à Lausanne. Dès le mois d'octobre, cette «information» a été formellement démentie.

Début décembre, la Police d'Etat polonaise a envoyé une réponse plus détaillée à la Sûreté vaudoise :

«Reiss Ignacy était connu comme communiste en Pologne depuis 1919. Au commencement, il appartenait à l'organisation de la jeunesse juive diffusant le communisme sous le nom de Ferajnigte. Ensuite, il passa à la fraction communiste du "Bund", soit le "Kom-Bund". Il entra enfin au Parti communiste-ouvrier polonais, lequel changea son nom en PC de Pologne. En 1919-1920, Reiss collaborait à Lwów avec Rotsztand (alias Krasny) qui représentera plus tard la GPU et le Komintern à Vienne. Reiss entra au comité central du PC de Galicie orientale et déploya son activité en petite Pologne orientale. Quand ce parti s'unit avec le PC ukrainien pour former le PC de l'Ukraine occidentale, Reiss se trouva dans ce dernier. Le 25 janvier 1923, Reiss fut arrêté à Lwów sous l'inculpation d'espionnage au profit de l'URSS; il fut libéré (sous caution après une condamnation à cinq ans) le 6 juin 1923. Il s'enfuit en Allemagne (Leipzig). Après 1923, Reiss réside en Hongrie, puis en Russie.»¹⁸

L'engagement politique d'Ignace Reiss, qui est issu d'une famille de la petite bourgeoisie, remonte à l'époque où il était encore gymnasien. Entré en 1918 au PC autrichien, il a collaboré au journal polonais *Swit* (l'Aurore). Avant de quitter la Pologne pour la Ruhr, Reiss (alias Ludwig Poretski) a épousé Elsa Bernhaut, étudiante en médecine de Paris, de laquelle il a eu un fils, Roman, en 1925. Avec elle, il a vécu à Vienne, où il a été emprisonné en 1926, puis à Moscou, où il a adhéré au communisme soviétique et accepté de travailler pour la section des liaisons extérieures du Komintern à la tête de laquelle Staline va remplacer Boukharine l'année suivante¹⁹. En 1928, Reiss est allé à Prague, puis Amsterdam, avant de retourner à Moscou de 1929 à 1933. Il s'est ensuite installé à Paris comme «agent résident» du Quatrième Bureau soviétique – soit

17. APS, loc.cit., pièce 54. Sa mère était d'origine russe.

18. APS, loc.cit., pièce 576. Précisons que pendant la Grande Guerre, la Galicie était autrichienne. Reiss a donc milité dans les Jeunesses socialistes à Vienne, où il était étudiant en droit sans avoir jamais terminé ses études. Quant à son séjour en prison, certains des anciens camarades de Reiss parlent plutôt d'une évasion au bout de dix-huit mois d'emprisonnement.

19. Les infiltrations policières dans la quasi-totalité des organes soviétiques ne permettent pas d'exclure avec certitude la possibilité qu'Ignace Reiss ait pu aussi fonctionner comme agent extérieur du Guépéou, devenu NKVD (Service des Affaires extérieures) en 1934.

le service de renseignements de l'Armée rouge²⁰. A partir du début de 1937, il a encore séjourné à Zurich, probablement sous le nom de Winter.

Ignace Reiss avait déjà établi ses premiers contacts avec l'« *Opposition communiste* » à partir de 1928. Il s'était notamment entretenu avec le Néerlandais Hendrieus Sneevliet alors qu'il était secrétaire du Syndicat des Transports d'Amsterdam. Celui-ci avait fondé le PC indonésien, avait été délégué de ce dernier et du PC hollandais au Premier Congrès de l'Internationale communiste, et représentant de l'exécutif du Komintern en Chine auprès de Sun-Yat-Sen. Mais il avait surtout fondé en 1927 un groupe communiste dissident qui deviendra deux ans plus tard le RSAP (Parti socialiste révolutionnaire ouvrier de Hollande), affilié à la IV^e Internationale, et dont il a été député au parlement. Il a dirigé en outre les revues *De Nieuwe Fakkkel* et *De Rode October*.

D'après René Dazy, Reiss avait pris la peine, à la fin de 1936 – de façon anonyme, il est vrai – d'aviser les trotskistes français: « *Prenez garde, le Guépéou a pris à Moscou la décision de détruire dans le monde entier et par tous les moyens les communistes oppositionnels les plus marquants qui luttent contre la trahison de Staline.* »²¹

Au début de 1937, « *les chefs de Reiss se sont aperçus d'une certaine tiédeur chez leur agent* », a écrit Robert Jaquillard dans un rapport complémentaire au Procureur général de la Confédération Franz Stämpfli²²; il a été convoqué à Moscou, mais n'a pas obtempéré sous divers prétextes. En effet, comme l'a déclaré sa veuve à la Police de Sûreté vaudoise le 7 septembre 1937, Reiss, « *depuis quelques mois avait l'intention de se séparer des milieux communistes, car l'actuelle situation russe lui faisait craindre une contre-révolution* »²³. Elsa Reiss a même ajouté quelques jours plus tard que son mari « *ne voulait plus se ranger du côté des staliniens [...]. Il était un communiste idéaliste. Il voulait se détacher de tout ce qui se passe en Russie aujourd'hui [...]. Il trouvait que le communisme actuel n'était plus conforme à ses idées. Il ne pouvait plus souffrir la dictature stalinienne.* »²⁴

Enfin décidé à rendre publique sa rupture, Reiss a écrit une lettre de démission à l'intention du CC du PC de l'URSS²⁵ qu'il a portée lui-même, le 17 juillet 1937, à la Légation soviétique, rue de Grenelle à Paris, pour la remettre à son « *contact* », soit Lydia Grozovskaya, l'« *assistante sociale* » de la représentation commerciale de l'URSS dans la capitale française. Reiss avait compté sur une

20. Son supérieur direct était le chef des Services de renseignements soviétiques en Europe occidentale, Walter Krivitsky (en réalité Samuel Ginzburg), qui rompra lui aussi avec Staline en 1937.

21. René Dazy, *op. cit.*, pp. 146-147.

22. APS, loc.cit., pièce 834.

23. APS, loc.cit., pièce 39.

24. APS, loc.cit., pièce 41.

25. Celle-ci, rédigée en allemand, a été traduite et publiée par Elisabeth Poretski, *op. cit.*, pp. 15-18.

semaine de répit avant que la lettre ne parvienne à Moscou, mais il n'avait pas pensé que son « *contact* » allait la remettre directement aux agents du NKVD de l'ambassade²⁶.

Entre la mi-juillet 1937 et la date de sa mort, malgré la chasse à l'homme dont il était l'objet, Ignace Reiss, qui s'était éloigné de Paris, a continué à travailler pour fournir en armes les républicains d'Espagne. Dans sa déposition du 11 septembre auprès des enquêteurs vaudois, son camarade Hendrieus Sneevliet a déclaré que « *Reiss peut être considéré comme un déserteur du mouvement officiel stalinien et le fait même du crime démontre que le régime stalinien a ordonné de le supprimer pour, d'une part, l'empêcher peut-être de parler et, d'autre part, pour constituer un exemple, effrayer ceux qui seraient tentés d'agir comme lui* »²⁷.

Dans ces conditions, les récentes déclarations, séniles autant que commerciales, d'un Sondoplatov selon lesquelles « *auteur d'un détournement de fonds que Moscou lui avait alloués, Ignace Reiss aurait été retrouvé et assassiné par un clandestin bulgare et son beau-frère, tous deux à la solde des services secrets soviétiques* »²⁸ doivent être sans autre rejetées. Une demande en réhabilitation a du reste été déposée en novembre 1989.

Le contexte franco-suisse de l'enquête

En Suisse, contrairement à ce qu'il en aurait été en France, l'enquête a été en quelque sorte facilitée par l'absence de relations diplomatiques avec l'URSS, et aussi par la faiblesse du Parti communiste. Rappelons que ce dernier était alors déjà interdit à Neuchâtel et Genève, respectivement depuis avril et juin, et qu'il l'a été dès janvier 1938 dans le Canton de Vaud. L'opinion vraiment tranchée que le commandant Jaquillard avait de ses adversaires rouges – comme « *c'est tout au moins le cas dans le Canton de Vaud, les groupements communistes comportent un nombre important de malfaiteurs, de dégénérés mentaux* »²⁹ – était de nature à conforter la thèse – juste, par ailleurs – que « *de nombreux communistes, sinon tous, sont aux ordres de Moscou, leur fanatisme les amenant à accomplir toutes les missions dont elle les charge, jusqu'au crime y compris* »³⁰.

26. En bons staliniens, ils recrutaient leurs agents subalternes parmi l'émigration russe blanche de Paris. « *Cette démission et les termes qui la motivaient condamnaient à mort Ignace Reiss* », a souligné le Procureur général du Canton de Vaud, Pierre Boven, lors du procès de mai 1939.

27. APS, *loc.cit.*, pièce 119.

28. Eric Hoesli, « A 87 ans, l'espion Sondoplatov organise sa dernière intoxic », *Le Nouveau Quotidien*, Lausanne, 31 mai 1994. L'auteur se réfère aux mémoires [*Missions spéciales*, Paris, 1994] du « maître espion » Pavel Sondoplatov, un individu qui est resté au service de Staline de 1933 à 1953 sans véritables états d'âme.

29. *Suisse-Russie. Contacts et ruptures 1813-1955. Documents*, Berne, 1994, pp. 481-482.

30. *Ibid*, p. 482. Le récent ouvrage de Brigitte Studer, *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern. 1931 à 1939*, Lausanne, 1994, documente à souhait l'importance de la dépendance des militants communistes helvétiques à l'égard du stalinisme.

La réaction des communistes vaudois de l'époque n'est du reste pas faite pour atténuer cette accusation, comme en a témoigné le seul article que *La Lutte* ait consacré à cette affaire sous un titre significatif: «Gestapo ou OVRA?»

«Le drame de Chamblandes passionne les esprits avec raison. La Suisse n'entend pas devenir le terrain des exploits des polices politiques étrangères. Que connaît-on du drame jusqu'à maintenant? Bien peu de chose. D'après les communiqués de la police, la victime serait un "communiste notoire". On sait que les exécuteurs se sont servis d'automobiles, disposaient de moyens illimités. On sait aussi que les revolvers employés sont les mêmes que ceux qui servirent à l'assassinat du roi Alexandre et du président du Conseil français Barthou (mais cela la police le tait). Les circonstances du drame rappellent l'enlèvement du journaliste antifasciste Jacob à Bâle. C'est la même minutie d'organisation. Le cynisme de l'exécution sent l'OVRA et rappelle l'assassinat des deux frères Rosselli en France, abandonnés sur la route. Une fois de plus on voit la presse faire preuve d'absence de toute objectivité, mais maniant la calomnie odieuse. Les assassins, on ne les connaît pas. On sait que probablement on ne les connaîtra jamais, alors on affirme: c'est la main de Moscou. Il en restera bien toujours quelque chose d'utile pour demander l'interdiction du droit d'association pour les communistes vaudois. Face à cette calomnie [...], nous affirmons que par principe, le communisme répudie vigoureusement l'action terroriste. L'action terroriste est la spécialité fasciste. Certains de nos pays voisins y sont passés maîtres. Rappelons que, après l'URSS, la Tchécoslovaquie vient de procéder à l'épuration de son territoire des agents hitlériens. Résultat: 1400 arrestations. L'"Intelligence Service" anglais vient de "s'occuper" de 400 espions qui travaillaient dans le Royaume-Uni. Et nous, petite Suisse, qu'avons-nous fait? Rien. Penserions-nous peut-être que les espions noirs ou bruns respectent notre territoire? La preuve du contraire a été faite [...]. Pour les gens honnêtes, l'assassinat de Chamblandes doit servir de leçon: il s'agit de coffrer les agents et espions noirs ou bruns. La sécurité et la tranquillité du pays l'exigent.»³¹

En France voisine, l'esprit du Front populaire aidant³², une certaine tolérance envers les agissements des agents staliniens opérant sur place était observable. Cette attitude a aussi été favorisée par le fait que, depuis mai 1935, un «Pacte d'assistance mutuelle» (signé à Moscou par Laval) liait la France à l'URSS. Entre autres exemples d'«apathie»³³ de la police et de la justice fran-

31. *La Lutte*, 11 septembre 1937.

32. L'important Parti communiste français lui donne son appui de l'extérieur et au moment du meurtre d'Ignace Reiss, le ministère de l'Intérieur est dirigé par le socialiste SFIO (plutôt à gauche) Marx Dormoy. Vincent Auriol, socialiste aussi, est ministre de la Justice.

33. C'est le reproche précis formulé par les Vaudois. Dans son premier rapport (confidentiel) au Procureur général de la Confédération (9 novembre 1937), Robert Jaquillard a écrit

çaise, signalons celui de la fuite dans une voiture de l'ambassade soviétique de Lydie Grozovskaya, arrêtée en décembre 1937, puis libérée sous caution de 54000 francs après trois jours de détention à Saint-Lazare, à la veille de répondre à une convocation judiciaire où aurait dû être examinée une demande de transfert en Suisse. D'autre part, malgré les informations précises fournies par Renata Steiner et dûment fournies à la police française, celle-ci « *se borna à interroger pour la forme [trois suspects dont] Effron et les relâcha. Tous les trois partirent immédiatement pour l'Espagne laquelle, durant la guerre civile, était devenue l'étape obligée pour tout rapatriement en URSS* »³⁴.

Conclusion

Ignace Reiss a été l'une des nombreuses victimes de la terreur stalinienne, une involution politique qui se déclare ouvertement à la mort de Lénine (1924), suivie en 1927 et 1928 par l'exclusion de Trotsky du Parti communiste soviétique et sa déportation dans la partie asiatique de l'URSS, d'où il est chassé en 1929. Une petite dizaine d'années plus tard auront lieu les « procès politiques » contre Kamenev et Zinoviev (août 1936), Piatakov, Radek et Sokolnikov (janvier 1937), ou encore Boukharine et Rykov (mars 1938). N'oublions pas cependant que les purges staliniennes avaient déjà commencé dès la fin de 1934 sous le prétexte de l'assassinat de Kirov.

Après cela, qui était encore véritablement communiste en URSS ? Certainement pas les mercenaires et les inévitables opportunistes.

*« Le Parti est envahi par toutes sortes de ralliés, par des hommes qui ont combattu ouvertement, parfois les armes à la main, la Révolution d'Octobre aux heures décisives de ses débuts, ou, au mieux, sont restés alors passifs. Et non seulement ces hommes ont pénétré dans le Parti mais certains d'entre eux, des plus tarés politiquement, ont été hissés par Staline à des postes de première importance où ils remplacent les bolcheviks d'opposition, ceux qui se sont permis de ne pas toujours approuver Staline et sont maintenant déportés en Sibérie, au Turkestan, ou emprisonnés. »*³⁵

Il faut du reste élargir quelque peu le cercle des victimes. En effet, comme l'a écrit René Dazy, s'il est pertinent de s'attacher spécialement au sort qui a

que « dans certains de ces pays, l'action judiciaire et policière est dans une notable mesure entravée par des interventions politiques ». Après avoir signalé « le très grand travail » effectué par la police française, il a aussi insisté sur le fait que « ce labeur aurait été évidemment plus productif ailleurs qu'en France où la politique joue un rôle prépondérant et où les autorités politiques interviennent suivant l'aspect des affaires et de telle façon que la marche des enquêtes en est entravée considérablement, sinon enrayée » (le rapport a été intégralement reproduit dans le volume *Suisse-Russie...* déjà cité, pp. 473-484).

34. René Dazy, *op. cit.*, p. 153.

35. Alfred Rosmer, Victor Serge et Maurice Wullens, « L'assassinat d'Ignace Reiss », *Les Humbles*, Paris, avril 1938, pp. 80-81.

été réservé aux seuls trotskistes, « *ce n'est pas que les autres victimes de la fourberie et de la cruauté les plus barbares étaient moins dignes d'intérêt ou de compassion. C'est qu'anarchistes, sociaux-démocrates, socialistes révolutionnaires, mencheviks, conservateurs, libéraux et slavophiles, qui représentaient un autre choix de société et non pas une solution de rechange à l'intérieur d'un même régime, n'avaient plus qu'une influence négligeable. La seule opposition et cohérente et permanente et organisée, à l'échelon international, fut le trotskisme. La seule à menacer l'hégémonie des stalinistes sur la classe ouvrière. Les stalinistes ne s'y trompèrent pas. Boukhariniens et zinovievistes, qui représentaient des oppositions tactiques très personnalisées, furent bientôt associés, ainsi que maints autres opposants ou présumés tels, aux trotskistes. En conséquence, les trotskistes et assimilés furent victimes d'une persécution systématique et, lorsque ce fut possible, d'exterminations massives.* »³⁶

Dès lors, soixante ans plus tard, est-il permis de constater qu'au-delà du stalinisme, de par leur nature politique – la bonne logique jacobine –, tous les Dieux soviétiques ont eu – certes, qui plus, qui moins – soif de pouvoir, et de sang pour s'y maintenir.

Références bibliographiques

- *Documents diplomatiques suisses*, volume XII, Berne 1994, document n° 125 (entretien confidentiel de la Division des Affaires étrangères du Département politique avec le Procureur général du Canton de Vaud, Pierre Boven).
- *Feuille fédérale*, Berne, 23 mai 1946, pp. 222-224 (rapport du Conseil fédéral sur les activités antidémocratiques).
- Peter Huber, « Der Mord an Ignaz Reiss 1937 bei Lausanne: ein Beispiel für Stalins Sauberungen im Ausland », *Revue suisse d'Histoire*, 1990, pp. 382-408.
- Peter Huber, *Stalins Schatten in der Schweiz. Schweizer Kommunisten in Moskau: Verteidiger und Gefangene der Komintern*, Zurich, Chronos, 1995.
- Daniel Kunzi et Peter Huber, « L'assassinat d'Ignaz Reiss », *Communisme*, Paris, n° 26-27, 1990, pp. 5-28 [et de Daniel Kunzi le film *Ignace Reiss (Ludwig), vie et mort d'un révolutionnaire*, Genève, 1995].
- Walter Krivitsky, *Agent de Staline*, Paris, 1940.
- *De Nieuwe Fakkell*, Amsterdam, 17 septembre 1937 (comprend un titre de première page révélateur « *De Misdaad van Paudex. Russische export van Sluipmoord* » et un article d'Henri d'Henri Snevliet sur le crime).
- Jean-Louis Panné, *Boris Souvarine*, Paris, 1993.
- *De Rode October*, Amsterdam, juillet 1938 (le crime y est décortiqué par Victor Serge et Maurice Wullens).
- David Vogelsanger, *Trotskyismus in der Schweiz. Ein Beitrag zur Geschichte der Schweizer Arbeiterbewegung bis zum Zweiten Weltkrieg*, Zurich, Zentralstelle der Studentenschaft, 1986.

36. René Dazy, *op. cit.*, p. 13.